

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/UKR/102/Rev.1**  
23 avril 2002

(02-2287)

**Groupe de travail de  
l'accession de l'Ukraine**

Original: anglais

## **ACCESSION DE L'UKRAINE**

Mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

### Révision

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a communiqué les informations suivantes en demandant qu'elles soient transmises aux membres du Groupe de travail.

<b>Accord sur les ADPIC</b>	<b>Ukraine</b>
<b>Obligations générales</b>	<b>Accords sur la propriété intellectuelle auxquels l'Ukraine est partie</b>
Conformité avec les articles 1 <sup>er</sup> à 12 et avec l'article 19 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, pour ce qui est des Parties II, III, et IV de l'Accord sur les ADPIC. Article 2 de l'Accord sur les ADPIC.	L'Ukraine est membre de l'Union de Paris depuis décembre 1991.
D'après l'article 1 2) de la Convention de Paris, la propriété industrielle a pour objet les brevets, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service, le nom commercial, les indications de provenance ou appellations d'origine, ainsi que la répression de la concurrence déloyale.	Code civil ukrainien du 29 novembre 2001 <sup>1</sup> Code commercial ukrainien du 29 novembre 2001 <sup>2</sup> Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001 <sup>3</sup> Loi n° 3018-III du 7 février 2002 sur le pouvoir judiciaire en Ukraine <sup>4</sup> Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 6.2, 6.3

<sup>1</sup> Code civil ukrainien (Livre quatre) approuvé par la Rada suprême de l'Ukraine le 29 novembre 2001, qui n'est pas encore entré en vigueur.

<sup>2</sup> Code commercial ukrainien du 29 novembre 2001 approuvé par la Rada suprême le 29 novembre 2001, qui n'est pas encore entré en vigueur.

<sup>3</sup> Code des douanes de l'Ukraine approuvé par la Rada suprême le 20 décembre 2001, qui n'est pas encore entré en vigueur.

<sup>4</sup> Loi n° 3018-III sur le pouvoir judiciaire en Ukraine, approuvée par la Rada suprême le 7 février 2002, qui n'est pas encore entrée en vigueur.

Accord sur les ADPIC	Ukraine
	<p>Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, articles 1<sup>er</sup>, 5</p> <p>Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 5</p> <p>Loi n° 3116-XII du 21 avril 1993 sur la protection des droits relatifs aux obtentions végétales, article 6</p> <p>Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises, articles 1<sup>er</sup>, 6</p>
<p>D'après l'article 1 3) de la Convention de Paris, la propriété industrielle s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles et extractives et à tous produits fabriqués ou naturels, par exemple: vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, minéraux, eaux minérales, bières, fleurs, farines.</p>	<p>Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 6.2, 6.3</p> <p>Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, articles 1<sup>er</sup>, 5</p> <p>Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 5</p> <p>Loi n° 3116-XII du 21 avril 1993 sur la protection des droits relatifs aux obtentions végétales, article 6</p> <p>Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises, articles 1<sup>er</sup>, 6</p>
<p>D'après l'article 2 de la Convention de Paris, les ressortissants de chacun des Membres jouiront sur le territoire des autres Membres des avantages que les lois respectives accordent à leurs nationaux, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits s'ils se conforment aux conditions et formalités imposées aux nationaux du Membre concerné.</p>	<p>Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 4</p> <p>Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 4</p> <p>Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 4</p> <p>Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises, article 5.2</p> <p>Code civil ukrainien du 29 novembre 2001</p>
<p>D'après l'article 3 de la Convention de Paris, sont assimilés aux ressortissants des pays Membres les ressortissants des pays non Membres qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux "effectifs et sérieux" dans un pays Membre.</p>	<p>Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 5</p> <p>Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 4</p> <p>Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 4</p> <p>Code civil ukrainien du 29 novembre 2001</p>

Accord sur les ADPIC	Ukraine
L'article 4 de la Convention de Paris dispose qu'un droit de propriété sera accordé, pour un brevet, un modèle d'utilité, un dessin ou modèle industriel ou une marque, à celui qui aura fait le dépôt d'une demande ayant la valeur d'un dépôt national régulier en vertu de la législation intérieure d'un pays Membre. Les délais de priorité seront de 12 mois pour les brevets et les modèles d'utilité, et de six mois pour les dessins ou modèles industriels et pour les marques. Cet article prévoit en détail les conditions de l'attribution du droit de priorité.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 15 Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 13 Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 9
L'article 4 <i>bis</i> dispose que les brevets obtenus pour la même invention dans divers membres de l'Union de Paris sont indépendants les uns des autres.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 11
L'article 4 <i>ter</i> confère à l'inventeur le droit d'être nommé comme tel dans le brevet.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 12.6
D'après l'article 4 <i>quater</i> , les restrictions ou limitations applicables à la vente d'un produit breveté ou obtenu par un procédé breveté ne peuvent pas constituer un motif de refus d'un brevet ou d'invalidation d'un brevet déjà délivré. L'article 5 A) 1) dispose que l'importation d'un produit breveté fabriqué dans un pays de l'Union de Paris ne peut entraîner la déchéance du brevet. L'article 5 A) 2) et 3) autorise les pays à utiliser les licences obligatoires pour prévenir les abus, comme la faute d'exploitation, mais ils ne peuvent frapper de déchéance un brevet, à moins que la concession d'une licence obligatoire ne suffise pas pour prévenir l'abus. Une action en déchéance ou en révocation ne peut être engagée avant l'expiration de deux années à compter de la concession de la première licence obligatoire.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 28.2
L'article 5 A) 4) interdit de demander une licence obligatoire pour cause de défaut d'exploitation avant l'expiration d'un délai de quatre années à compter du dépôt de la demande, ou de trois années à compter de la délivrance du brevet, et une licence obligatoire ne sera pas délivrée si le breveté justifie son inaction. La licence doit être non exclusive et ne peut pas être transmise, si ce n'est avec l'entreprise ou le fonds de commerce qui l'exploite. Dans le cas des dessins et modèles industriels, l'article 5 B) interdit la déchéance pour défaut d'exploitation ou pour importation d'objets conformes à ceux qui sont protégés.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, articles 30, 31 Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 17
L'article 5 C) dispose que l'enregistrement d'une marque pour cause de manque d'utilisation injustifié ne pourra être annulé qu'après un délai raisonnable et porte que l'emploi d'une marque par le propriétaire sous une forme qui diffère par des éléments n'altérant pas son caractère distinctif n'entraînera pas l'invalidation de l'enregistrement et ne diminuera pas la protection accordée à la marque. L'emploi simultané de la même marque par des copropriétaires est permis, pourvu qu'il n'ait pas pour effet d'induire le public en erreur.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, articles 30, 31 Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 17

Accord sur les ADPIC	Ukraine
D'après l'article 5 D), aucun signe ou mention du brevet, du modèle d'utilité, de l'enregistrement de la marque, ou du dépôt du dessin ou modèle industriel ne sera exigé sur le produit pour la reconnaissance du droit.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, articles 30, 31 Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 17
L'article 5bis dispose qu'un délai de grâce d'au moins six mois doit être accordé pour le paiement des taxes prévues pour le maintien des droits de propriété industrielle, mais qu'une surtaxe peut être imposée. Les pays ont la faculté de prévoir la restauration des brevets tombés en déchéance par suite de non-paiement de taxes.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 32 Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 11.8 Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 18.2
L'article 5ter interdit à un membre de l'Union de Paris d'employer des objets brevetés faisant partie d'un navire ou d'un engin de locomotion aérienne ou terrestre qui pénètre temporairement ou accidentellement sur son territoire.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 31.2
L'article 5quater dispose que le titulaire d'un brevet de procédé doit avoir, à l'égard d'un produit importé obtenu par le procédé breveté, tous les droits qu'il aurait à l'égard des produits fabriqués dans son pays.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 28.2
L'article 5quinquies fait obligation aux membres de l'Union de Paris de protéger les dessins et modèles industriels.	Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 5 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001 Code commercial ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 6 prévoit que les conditions de dépôt et d'enregistrement des marques seront déterminées par la législation nationale, mais aussi que le dépôt et l'enregistrement seront indépendants de ceux des autres pays, y compris le pays d'origine.	
L'article 6bis porte que les parties doivent, soit d'office si leur législation le permet, soit à la demande d'une partie intéressée, refuser l'enregistrement, ou accorder un délai minimum de cinq années pour réclamer la radiation d'une marque susceptible de créer une confusion avec une marque notoirement connue. Il n'est pas fixé de délai pour les marques utilisées de mauvaise foi.	
L'article 6ter impose aux membres de refuser ou d'invalider l'enregistrement comportant, sans autorisation, des armoiries, drapeaux, emblèmes d'État, signes et poinçons officiels, etc. Une exception est prévue pour les titulaires de droits acquis de bonne foi avant l'entrée en vigueur de la Convention pour le pays considéré.	Loi de l'Ukraine n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 6.1
D'après l'article 6quater, la cession d'une marque est valable si elle a lieu en même temps que le transfert de l'entreprise ou du fonds de commerce et du droit exclusif de fabriquer ou de vendre les produits portant la marque cédée.	

Accord sur les ADPIC	Ukraine
L'article 6 <i>quinquies</i> porte que toute marque régulièrement enregistrée dans un membre sera admise au dépôt dans les autres membres, sous certaines réserves, et stipule les conditions auxquelles les marques peuvent être refusées à l'enregistrement ou invalidées.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 4
Aux termes de l'article 6 <i>sexties</i> , les membres de l'Union de Paris "s'engagent" à protéger les marques de service, mais ne sont pas tenus de prévoir l'enregistrement de ces marques.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article premier Code civil ukrainien du 29 novembre 2001 Code commercial ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 6 <i>septies</i> dispose que le titulaire d'une marque aura le droit de s'opposer à l'enregistrement de celle-ci ou d'en réclamer la radiation si ledit enregistrement est demandé sans son autorisation par son agent ou son représentant, "à moins que cet agent ou représentant ne justifie de ses agissements".	
Aux termes de l'article 7 (repris presque textuellement à l'article 15:4 de l'Accord sur les ADPIC), la nature du produit sur lequel la marque doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle à l'enregistrement de la marque.	
L'article 7 <i>bis</i> dispose que les membres doivent permettre l'enregistrement des marques collectives appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même quand elles ne sont pas établies dans le pays où la protection est requise.	Loi de l'Ukraine n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 7.5
Aux termes de l'article 8, le nom commercial sera protégé par les membres sans obligation d'enregistrement, qu'il fasse ou non partie d'une marque.	Règlement applicable aux entreprises, approuvé par la Résolution du 22 juin 1927 concernant la promulgation du Règlement applicable aux entreprises, sections 1 à 14 Loi n° 236/96-VR du 7 juillet 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale, article 4 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001 Code commercial ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 9 stipule que seront saisis ou prohibés à l'importation les produits portant illicitement une marque ou un nom commercial, à moins que la législation d'un pays n'admette aucune de ces mesures, auquel cas des actions et moyens au niveau national devront être prévus.	Code des douanes, article 74 Code de procédure civile, article 248-1 "Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, sections 6 à 14 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
L'article 10 prévoit l'application des dispositions de l'article 9 en cas d'utilisation directe ou indirecte d'une indication fausse concernant la provenance du produit ou l'identité du producteur, fabricant ou commerçant.	Code des douanes, article 74; Code de procédure civile, article 248-1 "Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, sections 6 à 14

Accord sur les ADPIC	Ukraine
L'article 10 <i>bis</i> fait obligation aux membres d'assurer une protection contre la concurrence déloyale en interdisant notamment les faits de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec les produits ou l'activité d'un concurrent, les allégations fausses de nature à discréditer un concurrent et les indications susceptibles d'induire le public en erreur sur les marchandises d'un concurrent.	Loi n° 236/96-VR du 7 juillet 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale, articles 1 <sup>er</sup> à 33
L'article 10 <i>ter</i> dispose que les membres doivent s'engager à assurer aux ressortissants des autres membres des recours légaux pour réprimer efficacement les actes visés aux articles 9, 10 et 10 <i>bis</i> , et à permettre aux syndicats et associations représentant les industriels, producteurs ou commerçants étrangers, suivant le principe de la réciprocité, d'agir en justice ou auprès des autorités administratives en vue de la répression des actes susmentionnés.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 21 Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises, article 24 Loi n° 236/96-VR du 7 juillet 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale, articles 27 à 33 Loi n° 3018-III du 7 février 2002 sur le pouvoir judiciaire en Ukraine
Aux termes de l'article 11, les membres accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels ainsi qu'aux marques, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues organisées sur le territoire de l'un d'eux.	L'Ukraine ne fait pas usage de cette possibilité.
L'article 12 porte que chacun des membres s'engage à établir un office de propriété industrielle pour la communication au public des brevets, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques. Ce service doit publier une feuille périodique où apparaîtront les noms des titulaires des brevets, avec une brève désignation de leurs inventions brevetées, et les reproductions des marques.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 23
L'article 19 autorise les membres à prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, pour autant que ces arrangements ne contreviennent pas aux dispositions de la Convention de Paris.	

<b>Accord sur les ADPIC</b>	<b>Ukraine</b>
<p>Traitement national, sous réserve des exceptions prévues dans les Conventions de Paris, de Berne et de Rome. Article 3 de l'Accord sur les ADPIC.</p>	<p>Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 5</p> <p>Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 4</p> <p>Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 4</p> <p>Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 6</p> <p>Loi de l'Ukraine n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises, article 5</p> <p>Loi n° 621/97 du 5 novembre 1997 sur la protection des droits relatifs aux topographies de circuits intégrés, article 3</p> <p>Code de procédure civile, article 423</p>
<p>Traitement de la nation la plus favorisée, sous réserve des exemptions énumérées. Article 4 de l'Accord sur les ADPIC.</p>	<p>Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 5</p> <p>Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 4</p> <p>Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 4</p> <p>Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 6</p> <p>Loi de l'Ukraine n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises, article 5</p> <p>Loi n° 621/97 du 5 novembre 1997 sur la protection des droits relatifs aux topographies de circuits intégrés, article 3</p> <p>Code de procédure civile, article 423</p>
<b>Droit d'auteur et droits connexes</b>	<b>Dispositions correspondantes de la Loi sur le droit d'auteur et des lois connexes</b>
<p>Conformité avec les articles 1<sup>er</sup> à 21 de la Convention de Berne, exception faite de l'article 6<i>bis</i>. Article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC.</p>	
<p>L'article 2 de la Convention de Berne définit comme suit les "œuvres littéraires et artistiques": "toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression". Des exemples suivent cette définition. Des limitations concernant les discours sont prévues à l'article 2<i>bis</i>.</p>	<p>Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 8</p> <p>Code civil ukrainien du 29 novembre 2001</p>

Accord sur les ADPIC	Ukraine
Sont protégées en vertu de l'article 3 les œuvres des auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union de Berne et les œuvres des auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union si elles sont publiées simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un membre de l'Union.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 8, 10
L'article 4 dispose que doivent être protégées, même si les conditions prévues à l'article 3 ne sont pas remplies, les œuvres cinématographiques dont le producteur a son siège ou sa résidence habituelle dans l'un des membres de l'Union, ainsi que les œuvres d'architecture ou les œuvres d'art faisant corps avec un immeuble situé dans un membre de l'Union.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 8.1
L'article 5 dispose que les auteurs doivent jouir des droits conférés par la Convention de Berne et de tous autres droits accordés par un pays sur la base du traitement national, sans être soumis à aucune formalité.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 6, 11.2
Aux termes de l'article 7, la durée de la protection du droit d'auteur est de 50 ans après la mort de l'auteur. Des dispositions spéciales sont prévues pour les œuvres cinématographiques, les œuvres anonymes ou pseudonymes, les œuvres photographiques et les œuvres des arts appliqués. L'article 8 confère aux auteurs d'œuvres protégées le droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 28 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 9 confère à l'auteur le droit exclusif d'autoriser la reproduction de son œuvre, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, seules des exceptions limitées étant prévues, pourvu qu'il ne soit pas porté atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre et qu'il ne soit pas causé de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 15.3, 15.6, 21 à 25 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Les articles 10 et 10 <i>bis</i> définissent certains cas où la "libre utilisation" est permise.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 15.3, 15.6, 21 à 25, 42 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Les articles 11, 11 <i>bis</i> et 11 <i>ter</i> confèrent aux auteurs d'œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales, y compris en ce qui concerne la traduction de leurs œuvres, le droit exclusif d'autoriser la représentation et l'exécution publiques de leurs œuvres par tous moyens et procédés, y compris la transmission publique par tous moyens.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 15.3, 41 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 12 confère aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques le droit exclusif d'autoriser les adaptations, arrangements et autres transformations de leurs œuvres.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 15.3 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 13 donne aux pays la faculté d'établir des réserves et conditions relatives au droit exclusif de l'auteur d'une œuvre musicale et de l'auteur des paroles enregistrées avec l'œuvre musicale.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 15.6, 42, 49.2



Accord sur les ADPIC	Ukraine
L'article 14 confère aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques le droit exclusif d'autoriser l'adaptation et la reproduction cinématographiques de ces œuvres et la mise en circulation des œuvres ainsi adaptées ou reproduites ainsi que leurs représentation et exécution publiques et leur transmission au public, sans les limitations prévues à l'article 13 1).	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 15.3, 17, 49.2
L'article 14 <i>bis</i> spécifie que l'œuvre cinématographique est protégée comme une œuvre originale, sans préjudice des droits de l'auteur de toute œuvre qui pourrait avoir été adaptée ou reproduite, et que l'auteur de l'œuvre cinématographique jouit des mêmes droits que l'auteur de toute autre œuvre.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 8.1, 17, 49.2 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 14 <i>ter</i> confère un "droit de suite" pour la revente des œuvres d'art et manuscrits.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 27 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 15 dispose qu'il suffit que son nom soit indiqué sur l'œuvre en la manière usitée pour que l'auteur soit considéré comme tel aux fins de poursuites en contrefaçon.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 11 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 16 dispose que toute œuvre contrefaite peut être saisie, qu'elle ait été produite dans le pays même ou importée.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 52 Code de procédure civile, article 248-1 "Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, sections 6 à 14 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
L'article 18 dispose que la protection du droit d'auteur s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de l'entrée en vigueur de la Convention de Berne, ne sont pas encore tombées dans le domaine public de leur pays d'origine par l'expiration de la durée de la protection.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes; Dispositions finales, sections 8 à 11
L'article 19 donne aux membres de l'Union la faculté de prévoir une protection plus large que celle qui découle de la Convention.	La législation ukrainienne ne contient pas de dispositions correspondantes.
L'article 20 donne aux membres de l'Union la faculté de prendre entre eux des arrangements particuliers qui conféreraient des droits plus étendus que ceux qui sont accordés par la Convention de Berne.	La législation ukrainienne ne contient pas de dispositions correspondantes.
Les programmes d'ordinateur, qu'ils soient exprimés en code source ou en code objet, seront protégés en tant qu'œuvres littéraires en vertu de la Convention de Berne. Les compilations de données, sur support exploitable par machine ou sous toute autre forme, qui constituent des créations intellectuelles seront protégées comme telles. Article 10 de l'Accord sur les ADPIC.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 8.1 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Octroi de droits de location en ce qui concerne au moins les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques, certaines exceptions étant prévues. Article 11.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 15.3 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001

<b>Accord sur les ADPIC</b>	<b>Ukraine</b>
La durée de la protection doit être de 50 ans à compter de la mort de l'auteur (article 7.1 de la Convention de Berne et article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC). Chaque fois que la durée de la protection d'une œuvre est calculée sur une base autre que la vie de l'auteur, cette durée sera de 50 ans à compter de la fin de l'année civile de la publication autorisée, ou, si une telle publication autorisée n'a pas lieu dans les 50 ans à compter de la réalisation de l'œuvre, de 50 ans à compter de la fin de l'année civile de la réalisation. Article 12.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 28.2-28.10 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Les Membres doivent restreindre les limitations des droits exclusifs ou exceptions à ces droits à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit. Article 13.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 15.6, 21 à 25 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Protection de 50 ans à compter de l'exécution pour les artistes interprètes ou exécutants, afin d'empêcher la fixation non autorisée de leur exécution non fixée, la reproduction non autorisée de cette fixation, ainsi que la radiodiffusion non autorisée par le moyen des ondes radioélectriques et la communication non autorisée au public de leur exécution directe. Article 14:1 et 14:5.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 39, 40, 41, 43, 44.5; Dispositions finales 8 à 11 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Les producteurs de phonogrammes jouissent, pendant 50 ans à compter de la date de la première fixation autorisée, du droit d'interdire la reproduction non autorisée, directe ou indirecte, de leurs phonogrammes, ainsi que d'interdire la location commerciale d'exemplaires de leurs phonogrammes une fois vendus ou autrement communiqués au public. Article 14:2, 14:4 et 14:5.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 39, 40, 41, 43, 44.5; Dispositions finales 8 à 11 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Les organismes de radiodiffusion jouissent pendant 20 ans des droits exclusifs à l'égard des actes ci-après: la fixation, la reproduction de fixations et la réémission par le moyen des ondes radioélectriques d'émissions ainsi que la communication au public de leurs émissions de télévision. Ou offrir pour les titulaires du droit d'auteur sur le contenu d'émissions la possibilité d'exercer ces droits. Article 14:3 et 14:5.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, articles 39, 40, 41, 43, 44.5; Dispositions finales 8 à 11 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
<b>Marques</b>	<b>Dispositions correspondantes</b>
Assurer la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service pour tout signe, ou toute combinaison de signes, propre à distinguer les produits ou les services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises. Article 15:1.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, articles 1 <sup>er</sup> , 5.2, 6.2 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
La nature des produits ou services auxquels s'applique une marque ne doit pas constituer un obstacle à l'enregistrement de la marque. Article 15:4.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 6
Chaque marque doit être publiée avant qu'elle ne soit enregistrée ou peu après son enregistrement, pour ménager la possibilité de s'opposer à l'enregistrement ou de demander la radiation. Article 15:5.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, articles 12, 15, 19, 21

<b>Accord sur les ADPIC</b>	<b>Ukraine</b>
L'article 16:1 confère au titulaire d'une marque le droit exclusif d'empêcher tous les tiers agissant sans son consentement de faire usage de signes identiques ou similaires pour des produits ou des services identiques ou similaires dans les cas où un tel usage entraînerait un risque de confusion.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, articles 16.3, 20 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 16:1 dispose que, en cas d'usage non autorisé d'un signe identique pour des produits ou services identiques, un risque de confusion sera présumé exister.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, articles 16.3, 20
L'article 16:2 et 16:3 prévoit la protection des marques de fabrique ou de commerce et de service notoirement connues, conformément à l'article 6 <i>bis</i> de la Convention de Paris, même à l'égard des produits ou services qui ne sont pas similaires à ceux pour lesquels une marque est enregistrée, pour autant que l'usage de cette marque indique un lien avec le titulaire du droit et que cet usage risque de nuire aux intérêts du titulaire du droit.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 6.3
Les Membres ne peuvent prévoir que des exceptions limitées aux droits conférés par une marque, par exemple en ce qui concerne l'usage loyal de termes descriptifs. Article 17.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 6.4
L'enregistrement d'une marque doit être protégé pendant au moins sept ans, et renouvelable indéfiniment. Article 18.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 5.3 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 19:1 ne permet la radiation qu'après une période ininterrompue de non-usage de trois ans, à moins qu'il n'existe des raisons valables justifiant le non-usage, notamment des obstacles attribuables aux pouvoirs publics.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 17
L'usage d'une marque ne doit pas être entravé de manière injustifiable par des prescriptions spéciales. Article 20.	Aucune interdiction édictée par l'Accord sur les ADPIC ne s'applique en Ukraine.
Les Membres peuvent fixer les conditions de la concession de licences, mais la concession de licences obligatoires n'est pas autorisée et le titulaire d'une marque enregistrée doit pouvoir la céder sans qu'il y ait nécessairement transfert de l'entreprise. Article 21.	Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 16.4, 16.5 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
<b>Indications géographiques</b>	<b>Dispositions correspondantes</b>
Les Membres doivent prévoir les moyens permettant d'empêcher l'utilisation trompeuse des indications géographiques dans les cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée à l'origine géographique ainsi indiquée. Article 22:1 et 22:2.  Les Membres doivent refuser ou invalider l'enregistrement d'une marque qui contient une indication géographique, sauf dans les cas où elle a été utilisée pendant une période ininterrompue d'au moins dix ans ou de bonne foi avant le 15 avril 1994. Article 22:3.	Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises, articles 1 <sup>er</sup> , 6, 17.4, 23, 24, 25.1 Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 6.2, 6.3

<b>Accord sur les ADPIC</b>	<b>Ukraine</b>
Protection contre l'usage des indications géographiques qui, bien qu'elles soient littéralement exactes, donnent à penser à tort que les produits sont originaires d'un autre territoire. Article 22:4.	Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises, article 8.1
Chaque Membre doit protéger, sauf certaines exceptions, les appellations d'origine des vins et des spiritueux, même dans les cas où l'indication géographique est accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "style", etc. Articles 23:1 et 24.	Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises, articles 23, 24 Une législation supplémentaire est nécessaire.
Chaque Membre doit refuser ou invalider, sauf certaines exceptions, l'enregistrement de marques contenant des indications géographiques en ce qui concerne les vins ou les spiritueux qui n'ont pas l'origine ainsi indiquée. Articles 23:2 et 24.	Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises, article 14 Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 6.3
<b>Dessins et modèles industriels</b>	<b>Dispositions correspondantes</b>
L'article 25:1 prévoit, à certaines exceptions près, l'obligation de protéger les dessins et modèles industriels créés de manière indépendante qui sont nouveaux ou originaux.	Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 6.1 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 25:2 dispose que chaque Membre doit faire en sorte que les prescriptions visant à garantir la protection des dessins et modèles de textiles n'empêchent pas cette protection.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 8.1
La durée de la protection ne doit pas être inférieure à dix ans.	Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 5.5 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
<b>Brevets</b>	<b>Dispositions correspondantes</b>
Un brevet pourra être obtenu pour toute invention, de produit ou de procédé, dans tous les domaines technologiques, à condition qu'elle soit nouvelle, qu'elle implique une activité inventive et qu'elle soit susceptible d'application industrielle. Peuvent être exclus de la brevetabilité les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes et les procédés non biologiques et microbiologiques. Des exemptions sont aussi prévues aux fins de la protection de l'ordre public ou de la moralité. Article 27.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, articles 1 <sup>er</sup> , 6, 7.1 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Un brevet doit conférer à son titulaire le droit d'empêcher des tiers de fabriquer, d'utiliser, d'offrir à la vente, de vendre ou d'importer le produit breveté, ou, dans les cas où l'objet du brevet est un procédé, d'utiliser le procédé ou d'utiliser, d'offrir à la vente, de vendre ou d'importer le produit obtenu directement par ce procédé. Article 28:1.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 28.2, 28.5, 28.6 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 28:2 confère au titulaire d'un brevet le droit de céder, ou de transmettre par voie successorale, le brevet et de conclure des contrats de licence.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, articles 10, 28.6, 28.7 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001

<b>Accord sur les ADPIC</b>	<b>Ukraine</b>
Les Membres doivent exiger du déposant qu'il divulgue l'invention de telle manière qu'une personne du métier puisse l'exécuter et peuvent exiger de lui qu'il indique la meilleure manière d'exécuter l'invention et qu'il fournisse des renseignements sur les demandes correspondantes qu'il aura déposées à l'étranger. Article 29.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 12.7, 12.8
Les Membres doivent faire en sorte que les exceptions aux droits exclusifs conférés par un brevet ne portent pas atteinte de manière injustifiée à l'exploitation normale du brevet ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet, compte tenu des intérêts légitimes des tiers. Article 30.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 31 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
La concession de licences obligatoires n'est permise que lorsque certaines conditions énumérées sont remplies, dont le préavis, la rémunération, les limites concernant l'utilisation et la cession des licences, etc. Article 31.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 30.1-30.3, 30.5 "Procédure relative à l'octroi d'une autorisation par le Conseil des ministres ukrainien en vue d'utiliser l'invention (modèle d'utilité), le dessin ou modèle industriel ou la topologie d'un dessin de circuit intégré avec l'accord du détenteur des droits moyennant dédommagement", approuvée le 6 avril 1998 par la Résolution n° 444 du Conseil des ministres, sections 6, 7, 8, 9
L'article 32 dispose que, pour toute décision concernant la révocation ou la déchéance d'un brevet, une possibilité de révision judiciaire doit être offerte.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 35.2
La protection offerte doit durer au moins 20 ans à compter de la date du dépôt. Article 33.	Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, article 6.4 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Aux fins de la procédure civile en contrefaçon d'un brevet de procédé, la charge de la preuve doit passer au défendeur dans les cas où le produit obtenu par le procédé breveté est nouveau ou lorsque la probabilité est grande que le produit identique a été obtenu par le procédé et que le titulaire du brevet n'a pas pu, en dépit d'efforts raisonnables, déterminer quel procédé a été utilisé. Article 34.	
<b>Schémas de configuration de circuits intégrés</b>	<b>Dispositions correspondantes</b>
Les Membres doivent accorder la protection des schémas originaux de configuration de circuits intégrés qui sont enregistrés ou ont été exploités commercialement où que ce soit dans le monde, conformément aux articles 3, 4, 5 et 7 du Traité de Washington, inclus dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 35 de celui-ci.	Loi n° 621/97 du 5 novembre 1997 sur la protection des droits relatifs aux topographies de circuits intégrés, articles 4, 5, 3 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Les Membres doivent considérer comme illégaux, sauf dans certaines circonstances, les actes consistant à reproduire, importer, vendre ou distribuer de toute autre manière un schéma de configuration protégé, un circuit intégré dans lequel un schéma de configuration est incorporé, ou un article incorporant un tel microcircuit. Article 6 du Traité de Washington et article 36 de l'Accord sur les ADPIC.	Loi n° 621/97 du 5 novembre 1997 sur la protection des droits relatifs aux topographies de circuits intégrés, articles 16, 21.1 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001

<b>Accord sur les ADPIC</b>	<b>Ukraine</b>
La durée de la protection doit être d'au moins dix ans à compter de la date du dépôt de la demande d'enregistrement ou à compter de la première exploitation commerciale. Article 38.	Loi n° 621/97 du 5 novembre 1997 sur la protection des droits relatifs aux topographies de circuits intégrés, article 4.3 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
<b>Protection des renseignements non divulgués</b>	<b>Dispositions correspondantes</b>
L'article 39:2 prévoit la protection des renseignements non divulgués qui sont secrets (non généralement connus ni aisément accessibles), qui ont une valeur commerciale parce qu'ils sont secrets et qui ont fait l'objet de dispositions raisonnables destinées à les garder secrets.	Loi ukrainienne n° 2657-XII du 2 octobre 1992 sur l'information, articles 30.2, 45, 46.2 Code pénal, articles 231, 232; Code civil, article 440 Loi n° 887-XII du 27 mars 1991 sur les entreprises ukrainiennes, article 30 Loi n° 236/96-VR du 7 juillet 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale, articles 16 à 19 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
L'article 39:3 prévoit la protection des données communiquées pour obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture qui comportent des entités chimiques nouvelles.	Résolution n° 611 du 9 août 1993 du Conseil des ministres de l'Ukraine sur les informations qui ne constituent pas un secret commercial (paragraphe 1 à 3, sans indication de section) Loi n° 1023 du 12 mai 1991 sur la protection des droits des consommateurs, article 18.1
<b>Moyens de faire respecter les droits</b>	<b>Dispositions correspondantes</b>
<b>- Obligations générales</b>	
Les Membres doivent prévoir des mesures efficaces contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle sans créer d'obstacles au commerce légitime et en offrant des sauvegardes contre l'usage abusif de ces mesures. Article 41:1.	Constitution, articles 41, 54; Loi n° 697-XII du 7 février 1991 sur la propriété, article 13 Voir également: Code civil ukrainien Code de procédure civile Code pénal, Code des délits administratifs Code du travail Code des douanes, Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services Loi n° 621-97 du 5 novembre 1997 sur la protection des droits relatifs aux schémas de configuration (topologies) de circuits intégrés Loi n° 3116-XII du 21 avril 1993 sur la protection des droits relatifs aux obtentions végétales Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine géographique des marchandises Loi n° 1771-III sur la protection des droits en matière d'inventions et de modèles d'utilité dans sa version du 1 <sup>er</sup> juin 2000 Loi n° 75/95 du 28 février 1995 portant modification de certains textes législatifs relatifs à la protection de la propriété intellectuelle

Accord sur les ADPIC	Ukraine
	<p>Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 sur le droit d'auteur et les droits connexes</p> <p>Loi n° 3018-III du 7 février 2002 sur le pouvoir judiciaire en Ukraine</p> <p>Code civil ukrainien du 29 novembre 2001</p>
<p>L'article 41:2 dispose que les procédures destinées à faire respecter les droits doivent être loyales et équitables, ne pas être inutilement complexes ou coûteuses, ne pas comporter de délais déraisonnables ni entraîner de retards injustifiés.</p>	<p>Code de procédure civile de l'Ukraine, articles 6, 423, 424</p> <p>Loi sur le Comité de lutte contre les monopoles, article 4; "Règles applicables à l'examen des cas d'infraction à la législation antimonopole" approuvées par le Décret n° 5 du 19 avril 1994 du Comité de lutte contre les monopoles (tel que modifié par le Décret n° 169-r du 29 juin 1998 du Comité de lutte contre les monopoles), section 2</p> <p>Décret n° 7/93 du 21 janvier 1993 relatif à la redevance d'État, article 3</p> <p>Code de procédure commerciale, article 69</p> <p>Loi n° 3018-III du 7 février 2002 sur le pouvoir judiciaire en Ukraine</p>
<p>Les décisions au fond doivent s'appuyer exclusivement sur des éléments de preuve sur lesquels les parties ont eu la possibilité de se faire entendre et seront de préférence écrites et motivées. Article 41:3.</p>	<p>Code de procédure civile de l'Ukraine, articles 211, 202</p> <p>Code de procédure commerciale, article 82.3</p> <p>Loi sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et aux marques de service, article 15</p> <p>Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits en matière d'inventions et de modèles d'utilité, article 24</p> <p>Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 19</p> <p>Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine géographique des marchandises, article 13</p> <p>Loi n° 236/96 du 7 juin 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale, article 32</p> <p>Code de procédure pénale, articles 347, 236.1</p>
<p>Les parties doivent avoir la possibilité de faire appel, devant des organes judiciaires, des décisions administratives finales et au moins des aspects juridiques des décisions judiciaires initiales sur le fond. Article 41:4.</p>	<p>Code de procédure civile de l'Ukraine, articles 211, 202</p> <p>Code de procédure commerciale, article 82.3</p> <p>Loi sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et aux marques de service, article 15</p> <p>Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits en matière d'inventions et de modèles d'utilité, article 24</p> <p>Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 19</p>

Accord sur les ADPIC	Ukraine
	<p>Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine géographique des marchandises, article 13</p> <p>Loi n° 236/96 du 7 juin 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale, article 32</p> <p>Code de procédure pénale, articles 347, 236.1</p>
Procédures et mesures correctives civiles et administratives	Dispositions correspondantes
<p>Les Membres doivent prévoir des procédures permettant aux plaignants d'intenter une action en contrefaçon, les défendeurs doivent être informés, les deux parties doivent être habilitées à présenter des éléments de preuve à l'appui de leur thèse et les renseignements confidentiels doivent être protégés. Article 42.</p>	<p>Code de procédure pénale, articles 4, 10, 99, 110, 137, 138</p> <p>Loi sur l'information, article 30.2</p> <p>Loi n° 236/96 du 7 juin 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale, articles 16 à 19</p>
<p>Les juges doivent être habilités, dans les cas où des éléments de preuve à l'appui des allégations d'une partie se trouvent sous le contrôle de la partie adverse, à ordonner que ces éléments soient produits par la partie adverse. Article 43:1.</p>	<p>Code de procédure civile, articles 35, 36, 38, 47, 48, 53, 202, 203</p> <p>Code de procédure commerciale, article 38.1</p>
<p>Les juges doivent être habilités à ordonner à un défendeur, sauf s'il s'agit des pouvoirs publics, de cesser de porter atteinte à un droit. Article 44:1.</p>	<p>Code de procédure civile, articles 149, 151, 152</p> <p>Code de procédure commerciale, article 67</p> <p>Loi de l'Ukraine n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 52.2</p> <p>Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 26</p> <p>Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 20</p> <p>Loi n° 236/96 du 7 juin 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale, article 29</p>
<p>Les juges doivent être habilités à ordonner le versement de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage causé par l'atteinte portée à un droit. Article 45:1.</p>	<p>Code civil, articles 440, 203, 453, 440-1</p> <p>Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits en matière d'inventions et de modèles d'utilité, article 34.2</p> <p>Loi de l'Ukraine n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 52.1-52.4</p> <p>Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, articles 26.2, 20.2</p> <p>Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine géographique des marchandises, article 17.4</p> <p>Loi n° 621/97 du 5 novembre 1997 sur la protection des droits relatifs aux topographies de circuits intégrés, article 21</p> <p>Code civil ukrainien du 29 novembre 2001</p>



<b>Accord sur les ADPIC</b>	<b>Ukraine</b>
Les juges doivent être habilités à ordonner au contrevenant de payer les frais de procédure au détenteur du droit ainsi qu'à prononcer le recouvrement des bénéfices et/ou le paiement des dommages-intérêts préétablis. Article 45:2.	Code de procédure civile, articles 73, 76, 75 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001
Les Membres doivent autoriser d'autres mesures correctives, notamment la saisie des marchandises contrefaites et des matériaux et instruments ayant principalement servi à la contrefaçon. Article 46.	Loi de l'Ukraine n° 2627-III du 11 juillet 2001 relative au droit d'auteur et aux droits connexes, article 50 Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services, article 21 Loi n° 236/96-VR du 7 juillet 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale, article 30 Loi n° 3688-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux dessins et modèles industriels, article 26 Loi n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits en matière d'inventions et de modèles d'utilité, article 35 Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine géographique des marchandises, article 24 "Résolution n° 1340 du 25 août 1998 du Conseil des ministres relative à la procédure de comptabilisation, d'entreposage, d'évaluation et de gestion des biens confisqués et autres biens devenus propriété de l'État", sections 12 à 16 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
Les Membres doivent autoriser l'indemnisation du défendeur, y compris le paiement des honoraires d'avocat, en cas d'abus par le requérant. Article 48:1.	Code de procédure civile, articles 76, 158 Code civil, articles 71, 73, 75 Loi n° 236/96-VR du 7 juillet 1996 sur la protection contre la concurrence déloyale, article 32
Les Membres ne doivent dégager les autorités et les agents publics de leur responsabilité à l'égard de l'administration de toute loi relative à la propriété intellectuelle que dans les cas où ils auront agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi dans le cadre de l'administration de ladite loi. Article 48:2.	Code de procédure civile, articles 248-1, 442, 443 Loi de l'Ukraine sur le Règlement anticorruption n° 356/95 du 5 octobre 1995, articles 1 <sup>er</sup> à 17 Loi n° 3723-XII du 14 décembre 1993 sur la fonction publique, article 14; Code pénal, articles 364 à 368
Les Membres doivent faire en sorte que les mesures correctives administratives soient conformes aux principes énoncés dans les articles précédents. Article 49.	"Règles applicables à l'examen des cas d'infraction à la législation antimonopole de l'Ukraine" approuvées par le Décret n° 5 du 19 avril 1994 du Comité de lutte contre les monopoles de l'Ukraine (tel que révisé par le Décret n° 169-p du 29 juin 1998 du Comité de lutte contre les monopoles) Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
<b>- Mesures provisoires</b>	<b>Dispositions correspondantes</b>
Les juges doivent être habilités à prendre des ordonnances d'interdiction temporaires ou à accorder des mesures provisoires pour empêcher qu'il ne soit porté atteinte à un droit et pour sauvegarder les éléments de preuve. Article 50:1.	Code de procédure civile, articles 218, 34, 35, 37, 151, 152 Code de procédure commerciale, article 67 Code civil ukrainien du 29 novembre 2001

<b>Accord sur les ADPIC</b>	<b>Ukraine</b>
Les juges doivent être habilités à ordonner à la partie plaignante d'indemniser la partie défenderesse pour protéger celle-ci au cas où la décision sur le fond ne justifierait pas les mesures provisoires. Article 50:3.	Code de procédure civile, articles 152, 218, 34, 35, 37, 151, 217 Code de procédure commerciale, article 67
Les Membres doivent prévoir une notification, une action formelle par le plaignant après une ordonnance d'interdiction temporaire, etc. Article 50:4.	Code de procédure civile, articles 152, 218, 34, 35, 37, 151, 217 Code de procédure commerciale, article 67
<b>- Mesures à la frontière</b>	<b>Dispositions correspondantes</b>
Les Membres doivent permettre la suspension par les autorités douanières, à la demande du détenteur de droit, de la mise en libre circulation des marchandises dont on soupçonne que ce sont des marchandises de marque contrefaites ou des marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur. Les Membres peuvent étendre cette protection aux détenteurs d'autres droits de propriété intellectuelle. Article 51.	Code des douanes, article 74 "Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, section 14 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
Tout détenteur de droit engageant des procédures relatives à des mesures à la frontière doit être tenu de fournir un commencement de preuve de l'atteinte à son droit et une description des marchandises suffisante pour permettre aux autorités douanières de les reconnaître. Le détenteur de droit doit être avisé dans un délai raisonnable s'il est ou non fait droit à sa demande. Article 52.	"Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, sections 6 à 14 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
Les autorités compétentes doivent être habilitées à exiger du détenteur de droit qui demande des mesures à la frontière de constituer une caution suffisante pour protéger le défendeur et pour prévenir les abus. Article 53.	"Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, sections 6, 15, 22, 24 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
Le détenteur du droit et l'importateur doivent être avisés dans les moindres délais des mesures décidées conformément à l'article 51. Article 54.	"Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, sections 17, 18, 19 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
Les autorités douanières doivent être informées dans un délai maximum de 20 jours à compter du moment où le requérant a été avisé de la suspension du point de savoir si une procédure conduisant à une décision au fond a été engagée ou si la suspension doit être annulée. Article 55.	"Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, sections 18, 19, 22, 23, 24 Code de procédure civile, article 248-1, 248-2 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
Les autorités compétentes doivent être habilitées à ordonner au détenteur du droit de dédommager l'importateur et le propriétaire des marchandises faisant l'objet de mesures à la frontière en cas de rétention injustifiée des marchandises ou si la procédure conduisant à une décision au fond n'a pas été engagée dans le délai prescrit. Article 56.	"Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, sections 6, 15 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001

<b>Accord sur les ADPIC</b>	<b>Ukraine</b>
Le détenteur du droit doit avoir la possibilité d'inspecter les marchandises retenues afin d'établir le bien-fondé de ses allégations. L'importateur doit avoir une possibilité équivalente. Les Membres peuvent informer le détenteur du droit des noms et adresses des personnes impliquées dans l'importation dans les cas où il est établi qu'il y a eu atteinte au droit. Article 57.	"Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, sections 6, 21 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
L'article 58 définit les conditions qui doivent être établies dans les cas où les autorités douanières sont habilitées à agir de leur propre initiative, soit: la faculté de demander à tout moment au détenteur du droit tout renseignement utile; l'obligation d'aviser l'importateur de la suspension dans les moindres délais; et l'obligation de ne dégager les agents publics de leur responsabilité que s'ils agissent de bonne foi.	Loi de l'Ukraine n° 356/95 du 5 octobre 1995 sur le Règlement anticorruption, articles 1 <sup>er</sup> à 17 "Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, sections 21, 25, 26 Code des douanes, article 519 Loi de l'Ukraine n° 356/95 du 5 octobre 1995 sur le Règlement anticorruption, article 14 Code pénal, articles 364 à 368 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
Les autorités compétentes doivent être habilitées à ordonner au besoin la destruction ou la mise hors circuit des marchandises portant atteinte à un droit autrement que par la réexportation. Article 59.	Loi n° 2627-III du 11 juillet 2001 sur le droit d'auteur et les droits connexes, article 52.4 "Résolution du Conseil des ministres n° 1340 du 25 août 1998 relative à la procédure de comptabilisation, d'entreposage, d'évaluation et de gestion des biens confisqués et autres biens devenus propriété de l'État", sections 12 à 16
Les Membres peuvent exempter des mesures à la frontière les marchandises sans caractère commercial contenues en petites quantités dans les bagages personnels des voyageurs ou expédiées en petits envois. Article 60.	"Réglementation relative à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle", approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001, section 2.2 Code des douanes de l'Ukraine du 20 décembre 2001
<b>- Procédures pénales</b>	<b>Dispositions correspondantes</b>
Les Membres doivent prévoir des procédures pénales et des peines suffisantes pour être dissuasives, pour les actes délibérés de contrefaçon de marque ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Les Membres peuvent prévoir également une action au pénal pour d'autres actes portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, lorsqu'ils sont commis délibérément et à une échelle commerciale. Article 61.	Code pénal, articles 176, 177, 229

Aide-mémoire sur la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC

L'Ukraine continue à améliorer son système de protection de la propriété intellectuelle et à l'harmoniser avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC, dans le but d'accéder à l'OMC. Les mesures prises par l'Ukraine à cette fin consistent notamment à perfectionner les mesures d'application.

La législation nationale de l'Ukraine sur la propriété intellectuelle est très diversifiée et couvre tous les types de propriété intellectuelle généralement connus. Ses dispositions principales sont contenues dans les actes législatifs et accords internationaux suivants:

Législation générale:

- Constitution;
- Code civil de l'Ukraine;
- Code de procédure civile de l'Ukraine;
- Code de procédure commerciale de l'Ukraine;
- Code des violations administratives de l'Ukraine;
- Code pénal de l'Ukraine;
- Code de procédure pénale de l'Ukraine;
- Code des douanes.

Lois spéciales de l'Ukraine sur la propriété intellectuelle:

- Loi relative au droit d'auteur et aux droits connexes;
- Loi relative à la protection des droits sur les inventions et les modèles d'utilité;
- Loi relative à la protection des droits sur les dessins et modèles industriels;
- Loi relative à la protection des droits sur les marques de fabrique pour les marchandises et les services;
- Loi concernant la protection des droits relatifs aux topographies des circuits intégrés;
- Loi relative à la protection des indications de l'origine des marchandises;
- Loi relative à la protection des droits sur les variétés de plantes;
- Loi relative à la protection contre la concurrence déloyale;
- Loi relative à la distribution d'œuvres audiovisuelles et d'échantillons de phonogrammes;
- Loi relative aux éléments spécifiques de la réglementation par l'État de la production, de l'exportation et de l'importation de disques laser (entrée en vigueur le 21 avril 2002).

Accords internationaux:

- Convention établissant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle;
- Convention mondiale relative au droit d'auteur;
- Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle;
- Accord de Madrid relatif à l'enregistrement international des marques de fabrique;
- Traité de coopération des brevets;
- Accord international relatif à la protection des nouvelles variétés de plantes du 2 décembre 1961, tel que révisé à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978;
- Traité sur la Loi des marques de fabrique;
- Traité de Nairobi sur la protection du symbole olympique;
- Traité de Budapest relatif à la reconnaissance internationale du dépôt de micro-organismes dans le but de développer une procédure de brevet;

- Convention de Berne relative à la protection des œuvres littéraires et artistiques;
- Convention pour la protection des fabricants de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes;
- Protocole à l'Accord de Madrid relatif à l'enregistrement international des marques de fabrique; et
- Accord de Nice relatif à la classification internationale des marchandises et services pour l'enregistrement des marques de fabrique.

En 2001-2002, l'Ukraine a adhéré:

- à la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion;
- au Traité de l'OMPI sur les droits d'auteur;
- au Traité de l'OMPI sur les phonogrammes; et
- à l'Arrangement de La Haye concernant la protection des dessins et modèles industriels.

Il apparaît que l'Ukraine est devenue partie à la quasi-totalité des accords internationaux administrés par l'OMPI.

En 2001, la Rada suprême de l'Ukraine a approuvé les textes de loi consacrés à la protection des droits de propriété intellectuelle, en conformité avec les règles internationales. Ces textes normatifs sont déjà entrés en vigueur en Ukraine:

La Loi de l'Ukraine portant modification de certains actes législatifs destinés à aggraver les pénalités pour les infractions commises dans le domaine de la propriété intellectuelle énonce des règles en matière de responsabilité administrative afin de garantir une protection efficace des droits de propriété intellectuelle.

L'article 51-2 du Code des violations administratives prévoit actuellement que l'utilisation illégale de la propriété intellectuelle, la falsification de la qualité d'auteur ou la violation préméditée de droits de propriété intellectuelle protégés par la loi sont passibles d'une amende et de la confiscation des marchandises produites illicitement ainsi que de l'équipement et du matériel destinés à leur production.

Cette loi est complétée par le Code des douanes de l'Ukraine dont l'article 116-1 dispose que le franchissement de la frontière ukrainienne de marchandises ou d'objets produits en violation de droits de propriété intellectuelle est passible d'une amende et de la confiscation des marchandises portant atteinte à ces droits.

Le Code pénal de l'Ukraine prévoit l'application de procédures pénales en cas de violation de droits de propriété intellectuelle, ainsi que le prescrit l'Accord sur les ADPIC.

La Loi de l'Ukraine portant modification de la Loi relative au droit d'auteur et aux droits connexes prévoit la protection rétroactive du droit d'auteur et des droits connexes, le contrôle par le détenteur du droit de l'utilisation du droit d'auteur et des droits connexes et la surveillance de l'application de la législation nationale et des accords internationaux dans le domaine concerné. Elle établit également les procédures relatives à la protection du droit d'auteur et des droits connexes, les méthodes concernant la protection civile ainsi que les procédures d'injonction en cas de violation du droit d'auteur et des droits connexes.

Lorsque les textes législatifs ci-après, approuvés par la Rada suprême en 2001-2002, seront entrés en vigueur, la législation nationale sera nettement améliorée:

- Code civil de l'Ukraine, comprenant un volet distinct (Livre IV) consacré à la législation en matière de propriété intellectuelle. Il énonce des règles de base en matière de propriété intellectuelle qui sont pleinement conformes aux règles internationales.
- Code des douanes de l'Ukraine, comprenant une section intitulée contrôle du passage à la frontière ukrainienne des marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle. La section satisfait aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les mesures à la frontière.
- Loi portant modification de la Loi relative à la protection des droits sur les variétés de plantes, qui satisfait pleinement aux prescriptions énoncées à l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC, ainsi qu'à l'Accord international relatif à la protection des nouvelles variétés de plantes depuis le 19 mars 1991. Cette loi permettra à l'Ukraine d'adhérer à la convention. Elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002.

Afin de mettre en œuvre le Programme conjoint américano-ukrainien de lutte contre la production illégale de supports optiques d'information (nommé ci-après le "Programme conjoint") signé en juin 2000 par les Présidents de l'Ukraine et des États-Unis, un certain nombre d'instruments normatifs et juridiques relatifs au renforcement immédiat de la lutte contre la production et la distribution pirates de supports optiques d'information ont été adoptés, notamment:

- la Loi concernant les éléments spécifiques de la réglementation par l'État de la production, de l'exportation et de l'importation des disques laser (entrée en vigueur le 21 avril 2002);
- le Décret présidentiel n° 85/2002 du 30 janvier 2002 relatif aux mesures immédiates de renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle lors des processus de production, d'exportation, d'importation et de distribution des disques destinés à des systèmes à lecture laser;
- la Résolution du Conseil des ministres n° 264 du 22 mars 2001 relative aux mesures en rapport avec la mise en œuvre du Programme conjoint américano-ukrainien de lutte contre la production illégale de supports optiques d'information;
- la Résolution du Conseil des ministres n° 410 du 28 avril 2001 portant modification de la liste des autorités chargées de la délivrance des licences, approuvée par la Résolution du Conseil des ministres n° 1698 du 14 novembre 2000. Cette résolution dispose que le Ministère des sciences et de l'éducation est l'autorité responsable de la délivrance des licences pour l'importation et l'exportation de disques optiques, d'installations de production et de matériel et d'équipement destinés à la production de disques optiques et de matrices;
- la Résolution du Conseil des ministres n° 411 du 28 avril 2001 relative à la procédure de délivrance d'un code spécial d'identification des disques optiques;
- la Résolution du Conseil des ministres n° 413 du 28 avril 2001 portant modification de la Résolution du Conseil des ministres n° 65 du 27 janvier 1997;
- la Résolution du Conseil des ministres n° 414 du 28 avril 2001 relative à l'approbation des règlements du Comité concernant les inspections des entreprises fabricant des disques optiques et la procédure en la matière;
- la Résolution du Conseil des ministres n° 1149 du 7 septembre 2001 relative à l'approbation de la procédure concernant l'utilisation des droits de propriété intellectuelle et la surveillance du respect de ces droits lors des processus de

- production, d'exportation et d'importation de disques destinés à des systèmes à lecture laser; et
- la Résolution du Conseil des ministres n° 412 du 28 avril 2001 relative à l'approbation du règlement sur les procédures d'enregistrement et de passage à la frontière ukrainienne des marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle. Le règlement a été élaboré conformément aux pratiques internationales et à l'Accord sur les ADPIC.

À la suite de la mise en œuvre des textes normatifs susmentionnés et des dispositions concrètes prises en matière d'organisation par les organismes habilités du pouvoir exécutif du gouvernement, les producteurs de supports optiques d'information ont décidé de limiter leur production aux supports autorisés par la loi. En outre, la circulation des disques compacts contrefaits et des articles destinés à leur production à la frontière du territoire douanier de l'Ukraine a été stoppée.

À l'heure actuelle en Ukraine, des mesures spécifiques ont été élaborées pour aider, sur un plan normatif et organisationnel, à la mise en œuvre de la Loi relative aux éléments spécifiques de la réglementation par l'État de l'activité des entités économiques en rapport avec la fabrication, l'exportation et l'importation de disques laser.

La législation ukrainienne actuelle et les textes normatifs approuvés par la Rada suprême comportent des règles qui satisfont à la plupart des prescriptions de l'Accord sur les ADPIC. Seuls certains aspects de la législation nationale nécessitent un examen plus poussé ainsi que l'établissement de procédures de mise en œuvre, en particulier en ce qui concerne:

- les règles sur les ADPIC énoncées à l'alinéa 2 de l'article 16 (protection des droits pour une marque notoirement connue), à l'article 34 (brevets de procédé, charge de la preuve) et à l'article 31 (autres utilisations de l'objet d'un brevet sans l'autorisation du détenteur du droit);
- certaines définitions terminologiques de l'Accord sur les ADPIC (autres utilisations de l'objet d'un brevet sans l'autorisation du titulaire du droit).

Afin d'assurer la pleine harmonisation de la législation nationale avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC, un projet de loi a été élaboré, approuvé par les ministères et les comités compétents et communiqué au Conseil des ministres. Il s'intitule "Projet de loi portant modification des textes législatifs relatifs aux droits de propriété intellectuelle".

Afin de résoudre l'ensemble des problèmes liés à l'accession de l'Ukraine à l'Organisation mondiale du commerce et à la coordination des activités des autorités gouvernementales compétentes, le Président a édicté les décrets suivants: Décret n° 285 du 27 avril 2001 sur les mesures visant à protéger la propriété intellectuelle en Ukraine, Décret n° 797/2001 du 5 septembre 2001 sur les mesures additionnelles visant à accélérer l'accession de l'Ukraine à l'Organisation mondiale du commerce et Décret n° 104/2002 du 5 février 2002 sur le plan d'action destiné à mener à son terme l'accession de l'Ukraine à l'Organisation mondiale du commerce. Ces décrets comportent certaines règles visant à harmoniser la législation nationale en matière de propriété intellectuelle avec les règles internationales et à mettre en place l'infrastructure du système de protection juridique de la propriété intellectuelle.

Aux fins de l'application des décrets susmentionnés, des services chargés de la protection de propriété intellectuelle ont été créés au sein du Ministère de l'intérieur et du Service gouvernemental des douanes de l'Ukraine. De même, la création de chambres spécialisées dans les cas de propriété intellectuelle au sein du Tribunal de commerce suprême, des tribunaux de commerce de la République autonome de Crimée et des villes de Kiev et Sébastopol, ainsi qu'au sein des cours d'appel commerciales constituent une importante avancée pour l'amélioration du système judiciaire.

La Loi sur le pouvoir judiciaire en Ukraine approuvée en 2002 prévoit la création d'un système de tribunaux administratifs spécialisés qui, entre autres choses, statueraient sur les questions sujettes à controverse touchant aux activités du gouvernement et des autorités locales. Des actions concrètes sont menées en vue de la création, au sein du Service national de la propriété intellectuelle, d'un service d'inspection en matière de propriété intellectuelle.

La mise en œuvre de mesures de protection de la propriété intellectuelle en Ukraine est un élément important des politiques gouvernementales dans ce domaine. À l'heure actuelle, nous avons de bonnes raisons de croire que d'ici à la fin 2002, l'Ukraine sera dotée d'un système de protection juridique de la propriété intellectuelle pleinement conforme à l'Accord sur les ADPIC.

---